

« OÙ VA L'INDE ? »

Sommaire

Accueil par Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
« <i>Le gouvernement indien entre volonté réformatrice et tentations nationalistes</i> » par M. Patrick de Jacquelot, Journaliste, correspondant à New Delhi de La Tribune puis des Échos de 2008 à 2015.....	8
« <i>Hota Hai ! Prenons l'économie indienne telle qu'elle est</i> » par M. Jean-Joseph Boillot, Conseiller au club du CEPPI et cofondateur du Euro-India group (EIEBG), auteur de « <i>L'économie de l'Inde</i> » (3 ^e édition, La Découverte, Paris 2016)	14
« <i>La politique étrangère indienne : intérêt national et système mondial</i> » par M. Jean-Luc Racine, Directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS) et chercheur senior au <i>think tank</i> Asia Centre, Paris	22
« <i>Une dynamique servie par la stratégie économique et la diplomatie</i> » par M. Philippe Humbert, Consultant en entreprise et analyste politique ...	33
Intervention de Jean-Pierre Chevènement et débat final	39

Mesdames, Messieurs, chers amis,

« Où va l'Inde ? ». C'est une question que nous nous posons depuis longtemps.

Quelle place faut-il accorder à l'Inde dans le développement futur proche de l'humanité ?

Ce très grand pays (plus de 1 200 millions d'habitants), passionnant, surprenant, à la fois éloigné et proche, partage avec nous quelques racines communes comme le sanscrit, langue à laquelle se rattachent les idiomes indo-européens. Nous faisons partie d'une même aire culturelle, même si c'est très distendu, même si nous sommes très loin.

Pour répondre à cette vaste question, nous avons demandé leur concours à d'éminents spécialistes :

M. Patrick de Jacquilot a été correspondant à New Delhi de La Tribune puis des Échos de 2008 à 2015. Nous lui avons demandé de nous parler de l'Inde comme société et comme objet politique (pas toujours bien identifié). M. Modi, au pouvoir depuis 2014 – ce qui permet de faire un premier bilan – a derrière lui l'*hindutva*, l'hindouïté, un courant politique qui a pris l'ascendant sur le parti du Congrès. M. de Jacquilot nous expliquera ce système assez compliqué.

M. Jean-Joseph Boillot, conseiller au club du CEPII et cofondateur du *Euro-India group* (EIEBG), auteur, notamment, de « *L'économie de l'Inde* »¹, nous parlera du développement économique de ce grand pays dans lequel il a vécu et travaillé.

M. Jean-Luc Racine, directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud de l'EHESS) et chercheur senior au *think tank* Asia, Paris, nous parlera de la place de l'Inde en Asie. Comment s'insère-t-elle dans le nouvel ordre mondial ? Quelle est sa politique vis-à-vis de la Chine ? Chacun se souvient du conflit sino-indien de 1962. Le face à face de ces deux géants, de ces deux nations-continentes, milliardaires en habitants, est évidemment fascinant. Les propos qu'échangent les dirigeants sont toujours très aimables mais il serait intéressant de dépasser les apparences. Le contexte dans lequel l'Inde s'insère est aussi marqué par sa rivalité avec le Pakistan autour du

¹ « *L'économie de l'Inde* », Jean-Joseph Boillot (3^{ème} édition, La Découverte, 2016)

Cachemire. C'est d'une manière générale l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et même l'Asie dans son ensemble.

Après ces trois interventions, un de mes anciens collaborateurs, M. Philippe Humbert, qui a été jadis à mon cabinet au ministère de l'Industrie et qui a été longtemps en Inde représentant de firmes telles que Alcatel et Safran, nous donnera un point de vue que je sais très éclairé car il connaît l'Inde depuis plusieurs décennies.

Je donne la parole à M. Patrick de Jacquelot qui va nous parler de l'aspect politique des choses.

PATRICK DE JACQUELOT

Le gouvernement indien entre volonté réformatrice et tentations nationalistes

L'Inde vient de célébrer le deuxième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce changement de Premier ministre n'est passé inaperçu ni en Inde ni à l'étranger. Il faut dire que son prédécesseur, Manmohan Singh, était célèbre pour son extrême discrétion. Elu triomphalement avec une majorité absolue à la chambre des députés (ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs dizaines d'années), Modi a été porté par une classe moyenne avide de développement et ulcérée par l'immobilisme et la corruption du Parti du Congrès.

Depuis, Modi a multiplié les contacts à l'étranger, donnant à l'Inde un profil très visible sur la scène internationale. Il se rend aujourd'hui à Washington pour sa quatrième visite en deux ans aux États-Unis en tant que Premier ministre.

Il a lancé un nombre incalculable de programmes de développement avec une politique de communication extrêmement sophistiquée. Cela va de la création de cent « villes intelligentes », de l'inclusion financière des plus pauvres à l'Inde propre, l'électrification des villages, etc.

Modi s'est donné très rapidement une image de grand modernisateur de l'Inde, tant auprès de l'électorat qui a voté pour lui il y a deux ans qu'à l'international.

Mais ce n'est qu'une facette de Modi, qui présente deux visages complètement différents. Cet élément est essentiel pour comprendre l'action de son gouvernement, ses succès et ses échecs, et l'évolution politique du pays.

Modi, 65 ans, est issu d'une famille très modeste du Gujarat, État situé à la frontière du Pakistan. À l'adolescence, il a rejoint le R.S.S. où pendant des dizaines d'années, il a vécu la vie quasi monastique, entièrement vouée à la cause, des militants de ce mouvement.

Le R.S.S. (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*, « Organisation patriotique nationale ») est un mouvement ultranationaliste qui prône l'*hindutva*, la suprématie de la religion hindoue sur toutes les autres, la suprématie du « peuple hindou » sur les pratiquants de religions minoritaires étrangères au pays. Pour les militants du R.S.S., les musulmans, considérés comme une menace extrêmement dangereuse, mais aussi les chrétiens, doivent être fermement relégués au deuxième plan. Par la force si besoin est.

Un exemple illustre concrètement la dérive du R.S.S. et de ses militants : en 2002, alors que Modi était ministre en chef du Gujarat depuis un an, d'effroyables massacres de musulmans (plus de mille morts) avaient été perpétrés dans son État pendant plusieurs journées sans intervention des forces de l'ordre. Beaucoup pensent que Modi était directement impliqué dans l'organisation de ces massacres, ou, au minimum, qu'il avait laissé faire. La justice indienne ne l'a jamais inculpé mais a condamné certains de ses très proches, y compris des ministres de son gouvernement, pour leur participation aux massacres. Les puissances occidentales avaient jugé son implication suffisamment établie pour que pendant une dizaine d'années, interdiction totale fût faite à tous les représentants des États-Unis et de l'Union européenne d'avoir le moindre contact avec lui. Cette mise à l'index de Modi fut levée un an avant les élections générales, quand il apparut qu'il avait de bonnes chances d'être le prochain Premier ministre de l'Inde (les pays occidentaux ne pouvaient s'interdire le contact avec le Premier ministre indien !). Il est intéressant de rappeler que Modi, qui va s'exprimer demain devant le Congrès américain réuni en séance unique (honneur réservé aux meilleurs alliés des États-Unis), ne pouvait pas obtenir de visa pour les États-Unis il y a encore trois ans !

Modi a une histoire personnelle d'implication très forte dans le mouvement ultranationaliste hindou et, en parallèle, en tant que *Chief minister*, un comportement axé sur les problématiques de développement du Gujarat, avec des résultats très corrects. Le Gujarat est l'un des États indiens les mieux gérés,

les plus industrialisés, les plus attractifs pour les investisseurs. Modi a contribué à mettre en place une administration plus efficace que la moyenne et il essaye de continuer maintenant qu'il est Premier ministre.

Aux élections générales de 2014, Modi s'est présenté comme candidat du B.J.P. (*Bharatiya Janata Party*, « Parti du peuple indien »), bras politique du R.S.S.. Son plébiscite par les classes moyennes est dû à son image de modernisateur, pas à celle de l'*hindutva*. Mais il a été élu grâce au R.S.S. qui a fourni les hommes (plusieurs millions de membres) et l'argent. Si Modi n'est pas aux ordres du R.S.S., il lui est intimement lié et a besoin de lui.

Cette dualité entre action modernisatrice et racines ultranationalistes explique beaucoup de choses dans l'action – ou l'inaction – de Modi et dans les contradictions de son gouvernement :

Si Modi se pose en grand modernisateur/libéralisateur de l'économie, la base du R.S.S. n'est pas du tout libérale. Cela explique que le gouvernement renonce à certaines des réformes de modernisation économique qu'il avait annoncées, comme la libéralisation du droit du travail, les achats de terres, la privatisation du secteur public etc.

En permanence, la politique volontariste de croissance économique du gouvernement est « parasitée » par les tensions communautaires. Car depuis que Modi (« leur » homme) est au pouvoir, les militants du R.S.S., se sentent pousser des ailes et poussent leurs objectifs beaucoup moins économiques que culturels et religieux.

Depuis deux ans, on assiste donc à de fréquentes poussées de fièvres sur des sujets variés qui ont pour point commun la dénonciation de ce qui est « antinational », telle la consommation de vaches dont on rappelle le caractère sacré. Une ONG comme *Greenpeace*, qui peut s'opposer à certains projets miniers ou industriels, est considérée comme hostile au gouvernement et on lui coupe ses sources de financement. On voit aussi des offensives de l'*hindutva* contre les milieux culturels, avec lesquels les relations sont très tendues (nominations de personnalités nationalistes à l'Institut du cinéma, à la tête universités ...). En février dernier, une offensive très violente du gouvernement a visé J.N.U. (*Jawaharlal Nehru University*), la grande université de Dehli, qui, traditionnellement « de gauche », n'est pas favorable au B.J.P. (*Bharatiya Janata Party*) ni à Modi. Les affrontements furent très sévères. Il y a quelques mois, à

Hyderabad, le suicide d'un leader étudiant *dalit* (intouchable), suite à un conflit avec le syndicat étudiant du B.J.P., a suscité beaucoup d'émotion en Inde.

Le climat créé par ces bouffées de fièvre *hindutva* en Inde prend parfois une ampleur préoccupante, au point qu'à l'automne 2015, deux des personnalités économiques les plus respectées et modérées, Raghuram Rajan, le gouverneur de la banque centrale, et Narayana Murthy, le fondateur d'Infosys (le plus beau succès de l'informatique indienne) ont pris des positions publiques extrêmement fortes pour mettre en garde contre la montée de l'intolérance.

Face à ces incidents, Modi a toujours la même attitude : Quand une crise éclate, il reste silencieux pendant que ses ministres proches jettent de l'huile sur le feu. Puis, après quelques semaines, il prend la parole pour tenir des propos lénifiants, appelant à la nécessaire harmonie et à la concorde générale, sans jamais vraiment dénoncer les gens qui ont agressé des musulmans mais en se posant au-dessus des conflits.

Il faut reconnaître que la doctrine de l'*hindutva* ne figure jamais dans le discours gouvernemental. Depuis qu'il exerce des responsabilités politiques au plus haut niveau, Modi ne soutient plus expressément ce type de doctrine. Mais elle ressort dans le discours du B.J.P. à chaque élection locale, c'est-à-dire au niveau des États (une élection « locale » peut concerner 120 millions d'habitants). Amit Shah, président du B.J.P. et bras droit de Modi, est un virtuose dans l'art de jouer les communautés, les castes, les unes contre les autres, de monter les hindous contre les musulmans etc. pour en tirer un bénéfice électoral. Cela a certainement contribué à la récente victoire du B.J.P. qui a remporté l'État de l'Assam (au Nord-Est). En effet, le B.J.P. avait promis qu'une fois au pouvoir, il traiterait très fermement la question des immigrants illégaux du Bangladesh, qui se trouvent être musulmans.

Cette victoire est d'autant plus remarquée que depuis deux ans les fortunes électorales du B.J.P. sont assez fluctuantes. Il a connu de très grosses défaites : A Delhi, début 2015, le B.J.P. a été mis en déroute par un parti sorti de nulle part, l'A.A.P., parti anti-corruption, qui a raflé presque tous les sièges du parlement (trois sièges sont revenus au B.J.P., le Congrès ayant été éliminé). En novembre dernier, dans le Bihar, un État très important de l'est sur lequel le B.J.P. formait de grands espoirs, les différents partis locaux ont créé une coalition qui a défait le B.J.P.

Si les résultats sont contrastés dans les États, au niveau national Modi ne rencontre aucune opposition crédible. Historiquement, deux partis ont une

envergure nationale : le B.J.P. et le Congrès, parti de la famille Gandhi, qui a dirigé l'Inde la majeure partie du temps depuis l'indépendance. Il a encore un pouvoir de nuisance : au « Sénat » le Congrès, majoritaire, bloque les principales réformes du gouvernement. Mais le Congrès est dans une phase de déclin prononcé. La première partie de ses dix années récentes au pouvoir (2004-2014) a pourtant été marquée par la plus forte croissance jamais connue par l'Inde mais la suite a été entachée par un gouvernement paralysé, miné par d'énormes scandales de corruption et l'absence d'autorité du Premier ministre Manmohan Singh. De plus, ce parti n'existe que par la famille Gandhi. Actuellement, Sonia Gandhi, veuve de Rajiv, d'origine italienne, préside le parti et son fils Rahul en est le vice-président. Mais Sonia est âgée et malade et Rahul, héritier malgré lui, n'a pas grand sens politique. Sa motivation pour devenir Premier ministre et diriger un parti national est au mieux fluctuante et souvent extrêmement faible... et les initiatives qu'il a prises en matière d'organisation du Congrès et des campagnes électorales se sont à peu près toutes révélées désastreuses. Le scénario actuel voudrait que Sonia Gandhi prenne sa retraite relativement vite et que Rahul Gandhi lui succède comme numéro un du parti, ce qui n'augure pas des jours brillants pour le Congrès... Les vrais inconditionnels du Congrès placent tous leurs espoirs en Priyanka, sœur de Rahul, très charismatique qui, jusqu'ici, n'a pas eu de rôle politique actif.

En arrivant au pouvoir, Modi avait pris l'engagement solennel de « libérer l'Inde du parti du Congrès ». Il est en train d'y arriver, même si l'on ne peut préjuger à moyen terme de la capacité du Congrès à rebondir. Autrement dit, le B.J.P. est actuellement le seul parti national en position de gouverner.

La tendance de fond actuelle est la montée en puissance des grands partis régionaux, c'est-à-dire ceux qui ont une base électorale dans un État (29 États, 36 avec les territoires). Il y a en effet toutes sortes d'États en Inde, parmi les plus grands, où ni le B.J.P., ni le Congrès ne sont fortement implantés. C'est le cas au Tamil Nadu (75 millions d'habitants), au Bengale occidental (95 millions), au Bihar (105 millions), dans l'Orissa (Pattnaik), au Pendjab... et dans l'Uttar Pradesh, le plus grand État de l'Inde (200 millions d'habitants), où dominent deux forces : le S.P. des *Yadavs* et le BSP des *dalits* (parti de Behan Kumari Mayawati, héroïne des *dalits* et ex Premier ministre de l'Uttar Pradesh). En général, il s'agit de partis construits autour d'une famille ou d'un individu,

parfois appuyés sur une caste en particulier. Ce sont de véritables fiefs, souvent très corrompus.

Un phénomène intéressant semble se dessiner : la volonté de certains de ces partis régionaux de s'allier contre le B.J.P. Cela a parfaitement fonctionné en 2015 dans le Bihar où les deux ou trois partis locaux ont fait barrage au B.J.P. La semaine dernière a eu lieu à Calcutta l'intronisation de Mamata Banerjee, le *Chief minister* du Bengale. Tous les leaders régionaux étaient là et beaucoup ont parlé de la possibilité de créer un « Front fédéral » dirigé contre le B.J.P. dans la perspective des prochaines élections générales qui auront lieu dans trois ans. On n'en est pas là mais c'est une piste envisagée. Ces partis régionaux sont en général des fiefs féodaux dominés par une personne ou une famille, gérés comme une propriété personnelle et qui, selon les circonstances, ont pu s'allier au B.J.P. pendant un moment, puis au Congrès pendant un autre. S'ils peuvent envisager de s'allier contre le B.J.P., ce n'est donc pas pour des raisons idéologiques mais c'est par crainte de la volonté hégémonique du B.J.P. qui ne laisse pas de place aux alliés et veut tout dominer. Mais ces partis n'ont pas grand-chose en commun, chacun s'intéresse à son territoire, chaque leader et sa famille se préoccupent de leurs intérêts personnels et il est difficile d'imaginer qu'un gouvernement national de coalition de partis aussi hétéroclites puisse fonctionner. Mais dans une optique purement électorale, une coalition peut être une menace envers le B.J.P.

Deux ans après la victoire de Modi, la situation politique reste très mouvante, avec un B.J.P. très clairement en position de force. Mais on voit bien que l'électorat est prêt à le sanctionner très durement quand le gouvernement déçoit, comme à Delhi où les classes moyennes qui avaient voté massivement B.J.P. se sont détournées vers le parti anticorruption dont j'ai parlé.

Dans un an se tiendront les élections dans l'Uttar Pradesh, 200 millions d'habitants, plus peuplé que le Brésil, le plus sous-développé des grands États, où les tensions communautaires sont fortes. Je pense que la campagne électorale, extraordinairement dure, jouera sur les deux facettes constamment présentes dans l'action de Modi : le volet modernisation et le volet *hindutva*, défense de l'hindouisme pur et dur. Cette étape importante sera à surveiller de très près.

Merci à M. de Jacquilot pour cet éclairage.

Nous allons maintenant écouter M. Boillot, dont je signale, à toutes fins utiles, l'ouvrage « *L'Inde pour les nuls* »².

Hota Hai ! Prenons l'économie indienne telle qu'elle est.

Depuis mon enfance, je n'entends que des lamentations sur ce « petit » pays. Cela a commencé au collège en 1965 lorsque m'ennuyant chez les jésuites d'Amiens, je me réfugiai au club photo. Impressionné par les unes des magazines (Paris-Match, L'Express) montrant des femmes et des enfants sous des trombes d'eau, si possible émaciés par la sous-nutrition. Et je m'empressai de faire mon premier reportage diaporama sous le titre de « Ceux qui souffrent en silence ! »

Il m'a fallu préparer l'agrégation en géographie pour découvrir que les moussons étaient précisément la récompense du dieu de la pluie, INDRA, permettant à ces terres extrêmement riches de la plaine indo-gangétique d'être historiquement parmi les plus fertiles du monde, comme l'a si bien montré notre grand géographe François Durand-Dastès (voilà pourquoi l'Inde, comme la Chine d'ailleurs, étaient des superpuissances politiques et économiques dès l'Antiquité). Plus tard, avec ma belle-famille, je sortais moi-même aux premières pluies de mousson pour célébrer la joie de quitter enfin les chaleurs torrides de mai-juin.

Cela ne m'a pas empêché de tomber dans le piège misérabiliste, comme je le raconte dans le chapitre « Inde » du livre qui vient de sortir, sous la direction de Philippe Chalmin : « *Des ressources et des hommes - Matières premières : 1986-2016, trois décennies de mondialisation et au-delà* » (Éditions François Bourin, 2016).

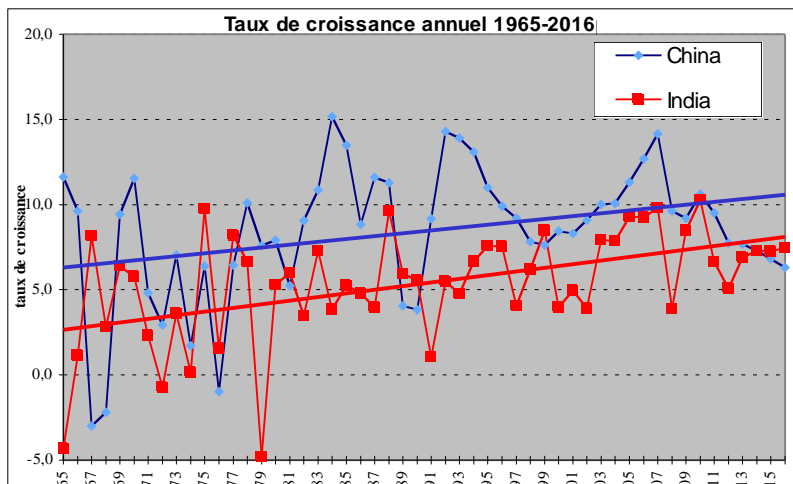
² *L'Inde pour les nuls*, Jean-Joseph Boillot (First éditions, 2014)

En juillet 1981, je débarque à Bombay pour ma première visite en Inde. Traversant *Marine Drive* à pied, sac au dos, au son des croassements de corbeaux et des cris des vautours au-dessus des tours du silence des Parsis, cheminant au milieu de milliers de corps emmitouflés dans des draps de coton pour se protéger des moustiques, nous pensions avoir touché l'immense misère du peuple indien, celle que racontent si bien les auteurs de *best-sellers* comme Dominique Lapierre et Javier Moro dans « *La cité de la joie* » paru en 1985 et longtemps resté en tête des ventes sur l'Inde en France.

Eh bien, nous nous sommes retrouvés nous-mêmes, quelques semaines plus tard, couchés à la belle étoile pour fuir la moiteur des maisons durant les mois de mousson. L'air conditionné n'existait pas alors !

Non que la pauvreté et la misère n'existent pas en Inde. Mais voilà ! Avec le retour de Madame Gandhi au pouvoir en 1981, l'économie indienne rentre dans trois décennies de décollage. Au même moment, le directeur du CEPII, pourtant tiers-mondiste convaincu, décline ma proposition de travailler sur les perspectives de développement économique de l'Inde parce que « personne en France ne s'intéresse à l'économie indienne » (sic). Certes, le décollage n'est pas aussi vigoureux qu'en Chine, pour des raisons tout à fait logiques qui tiennent à la transition démographique et à la structure politique du pays, comme je tente de l'expliquer dans mon ouvrage « *Chindiafrique* » (Odile Jacob, 2013). Mais le fait est que le produit intérieur brut de l'Inde exprimé en parité de pouvoir d'achat dépasse en 2008 celui du Japon pour prendre la troisième place derrière la Chine et les États-Unis. Il pèse aujourd'hui deux fois plus que celui du pays du Soleil-Levant.

Mieux, 2015 sera l'année historique où le taux de croissance indien aura dépassé celui de la Chine, et probablement d'une façon durable puisqu'on attend en 2016 près de 8 % de croissance en Inde (contre 5-6% en Chine) si la bonne mousson se confirme après deux années détestables largement liées au phénomène climatique *El Nino*.



Comme le dit un de nos meilleurs économistes français, Daniel Cohen, face aux discours des Cassandres, « Il faudrait tout de même qu'on m'explique ce paradoxe ! » D'autant que les jugements sur l'économie indienne continuent largement sur cette longue traîne du scepticisme où chaque « mauvaise » nouvelle donne lieu à des conciliabules de médecins dignes de Molière et de sa tirade prémonitoire : « Lucinde ! Ah quel beau nom à médicamenter, Lucinde ! » (Sganarelle).

Le résultat est bien connu. La présence de nos entreprises en Inde est 10 fois moindre que sur le marché chinois, tout comme notre chiffre d'affaires commercial (si on en retire les ventes d'armement). Et les cohortes de volontaires d'O.N.G. sont d'environ dix fois supérieures à celles de nos volontaires en entreprise V.I.E !

Changer de logiciel sur l'Inde

Il est temps de changer notre logiciel et d'abord d'arrêter de regarder l'économie indienne avec le prisme de notre rationalité toute napoléonienne et cartésienne. « *Fine Balance* » est le titre de mon roman indien préféré (de Rohinton Mistry). Il fut hélas traduit en français par « *L'équilibre du monde* ». J'eusse préféré le terme « équilibre subtil » qui traduit beaucoup mieux l'*éthos* du monde indien, qu'il s'agisse de sa culture ou de son économie.

Comment travailler avec l'Inde, avec les Indiens ? Comment faire la part des choses entre les freins, les obstacles, et ce qui est consubstantiel de la « voie

indienne », pour reprendre le titre d'un beau livre des années 1970, repris à juste titre dans un rapport de notre Sénat³, avec cette réserve cependant que nos rapporteurs ont ressenti le besoin de poser le problème en termes bien français là encore : « *Succès et limites de la voie indienne de développement* », un peu comme ces enseignants qui ressentent le besoin d'évaluer leurs élèves en termes de « Pourrait mieux faire ! » au lieu de mettre en valeur leurs points positifs.

C'est la France qui pourrait – qui devrait – mieux faire sur cette économie-continent, et pour cela commencer par prendre l'Inde telle qu'elle est. Avec ses paradoxes, ses contradictions, notamment autour de deux grands principes illustrés par des proverbes très populaires :

* « *Goutte à goutte, le bassin se remplit* » : éloge de la patience nécessaire aux accommodements, notamment ceux liés aux tensions entre les priorités de l'économie et celles – tellement plus importantes en Inde – de la société, de la culture, ou encore de la politique. On ne peut pas saluer « la plus grande démocratie de la planète », avec tous ces défauts, et ne pas reconnaître au socio-politique la place, voire la prééminence qu'il doit occuper dans les arbitrages. Pour l'avoir ignoré, l'Europe paye aujourd'hui le prix fort !


* « *Malgré sa fragilité, la liane résiste au poids de la calebasse* » (proverbe que La Fontaine – qui s'est beaucoup inspiré des fables de l'Indien Pilpaï – traduit par « le roseau plie mais ne rompt pas »). Il s'agit de l'éloge de la flexibilité, du pragmatisme, dont un bon exemple est le recul – impensable pour certains commentateurs français – de l'inflexible premier ministre Narendra Modi sur les réformes du droit du travail et de la propriété de la terre.

Quelques clés pour réussir en Inde

On peut donner en positif trois exemples concrets de cette boîte à outils indispensable pour réussir en Inde :

³ Rapport d'information fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation sur la mission d'information effectuée en Inde du 9 au 21 janvier 1999, par M. Jacques Chaumont.

1- Une grille de la structure mentale du monde indien, notamment par rapport à celui de la Chine avec lequel ils forment ce que j'appelle le Yin-Yang asiatique, deux cultures totalement « cul sur tête » :

	<u>INDE</u> <i>Yin</i>	<u>CHINE</u> <i>Yang</i>
Espace	décentralisé	concentré
Pouvoir	fédéral	unitaire
Politique	demande	commande
Impulsion	micro	macro
Culture	spirituelle	matérielle
Bureaucratie	terrestre	céleste
Société	castes	guangxi
Géographie	terre	mer

Si on considère la vision spatiale : le monde indien est un monde totalement décentralisé : le pouvoir fédéral à Dehli est une coquille vide. À l'inverse en Chine le pouvoir est très concentré. Quand on veut travailler en Chine il faut avoir des contacts très étroits avec les autorités de Pékin, c'est-à-dire avec les représentants du P.C.C. En Inde, où le pouvoir est fédéral, ce n'est évidemment pas la voie. Je reviens d'une longue mission en Inde, au Bihar et au Madhya Pradesh. Au Bihar, d'une certaine façon on n'est pas en Inde mais dans un pays de 120 millions d'habitants, qui a ses propres équations politiques et qui, par rapport à Narendra Modi et le noyau dur du B.J.P., est une autre Inde. La politique, l'impulsion, la culture, la bureaucratie – terrestre en Inde, céleste en Chine – tout différencie ces deux pays. Contrairement à l'idée répandue en France, les formes organisées de la société en Inde ne se résument pas à la caste. On notera en particulier le sens principal de la relation entre l'individu et la société, montant en Inde et descendant en Chine. En économie, cela se traduit par la prééminence du micro-économique sur le macro-économique, de l'entreprise – familiale en particulier – sur l'Etat.

2- La vision holistique et non pas dualiste (et encore moins analytique ou synthétique) des « forces et faiblesses » de l'Inde qui forment un véritable système :

<u>FORCES</u>	<u>FAIBLESSES</u>
Une démocratie parlementaire et de solides institutions	Une croissance démographique rapide dans les États les plus pauvres
Des réformes structurelles en cours avec une approche graduelle et consensuelle	Fort analphabétisme et grande pauvreté concernant entre un quart et un tiers de la population.
Une dette externe tout à fait gérable	Des infrastructures très déficientes et en amélioration plutôt lente
Un système d'éducation inégalitaire mais fournissant un énorme <i>pool</i> de capital humain	De fortes inégalités et instabilités régionales
Une bonne, parfois excellente, qualité de ressources et de services	Une dette publique interne élevée (80% à 100% du PIB)
Des classes moyennes au pouvoir d'achat en forte expansion	Une forte dégradation de l'environnement rural et urbain

C'est précisément au travers de cette dialectique des forces et faiblesses qu'on arrive à réussir en Inde.

Les inégalités de développement entre les États se réduisent lentement. Le Bihar, par exemple, pour 8 % de la population, 3 % du PIB indien mais on observe que depuis 2010 il a progressé plus rapidement que la moyenne de l'Inde. Effectivement, j'ai senti au Bihar depuis une bonne dizaine d'années une vraie révolution. Elle a commencé par la « révolution blanche », c'est-à-dire le lait des fameuses vaches dont en France nous pensions qu'elles avaient disparu lors de la terrible sécheresse qui avait frappé le Bihar. Or le Bihar est aujourd'hui un pays riche qui a un problème de gouvernance mais qui depuis une bonne dizaine d'années, sur le plan politique, cherche son équation.

Un autre exemple est le traitement du classement annuel de la Banque mondiale « *Doing Business* ». 133ème rang sur 188 pays comparés au classement général. On peut dépasser ce classement général et regarder deux points forts de l'environnement économique indien qui apparaît parmi les meilleurs pays du monde pour ce qui est de la protection des droits de propriété et de l'accès au crédit. Ce sont précisément deux handicaps majeurs sur le marché chinois et cela explique que les firmes étrangères installées en Inde y ont plutôt des taux de profit bien supérieurs à ceux de la Chine et un sentiment de sécurité qui leur permet de privilégier le long terme sur le court-terme.

La Ganesh attitude : prendre l'Inde comme elle est

Topics	DB2015 Rank	DB 2014 Rank	Change in Rank
Starting a Business ✓	158	156	+2
Dealing with Construction Permits	184	183	+1
Getting Electricity ✓	137	134	+3
Registering Property	121	115	+6
Getting Credit	36	30	+6
Protecting Minority Investors ✓	7	21	14
Paying Taxes	156	154	+2
Trading Across Borders	126	122	+4
Enforcing Contracts	186	186	No change
Resolving Insolvency	137	135	+

Une autre façon de faire preuve de subtilité sur le marché indien à partir de ce même classement est de réfléchir à la stratégie d'implantation régionale sur ce pays-continent. La différence de classement de villes comme Ludhiana ou Hyderabad d'un côté, Calcutta et Lucknow de l'autre explique largement le succès des entreprises françaises qui ont su choisir leurs implantations comme Saint Gobain ou Renault dans le Tamil Nadu, au Sud, ou Capgemini à Pune près de Bombay.

Doing Business in India: Where is it easiest?

1	Ludhiana, Punjab (easiest)	10	Mumbai, Maharashtra
2	Hyderabad, Andhra Pradesh	11	Indore, Madhya Pradesh
3	Bhubaneshwar, Orissa	12	Noida, Uttar Pradesh
4	Gurgaon, Haryana	13	Bengaluru, Karnataka
5	Ahmedabad, Gujarat	14	Patna, Bihar
6	New Delhi, Delhi	15	Chennai, Tamil Nadu
7	Jaipur, Rajasthan	16	Kochi, Kerala
8	Guwahati, Assam	17	Kolkata, West Bengal
9	Ranchi, Jharkhand		

Note: The ease of doing business is calculated as the ranking on the simple average of city percentile rankings on each of the 7 topics covered. The ranking on each topic is the simple average of the percentile rankings on its component indicators.
Source: Doing Business database.

3- Enfin, l'atout maître de l'Inde est sans doute sa capacité d'innovation collective face à ses contraintes et tout le parti que peut en tirer la France.

Je pense ici à deux concepts majeurs mis en œuvre avec succès ces dernières décennies :

* *Vijay Govindarajan*. La « *Reverse innovation* » (innovation inversée) : l'innovation, qui prenait essentiellement sa source dans les économies les plus développées, était globale. Puis on adaptait localement les produits et les *process*. Cette fois, l'innovation vient du local, et d'abord de pays émergents comme la Chine et surtout l'Inde dont la croissance tient précisément aux *process* et aux produits adaptés à leurs contraintes de ressources et de revenus.

* *C. K. Prahalad*. Le « B.O.P. » ou base de la pyramide (les 4 à 5 milliards d'humains qui, partout dans le monde, vivent avec moins de deux dollars par jour). C'est à dire toute une gamme de produits, services ou solutions, des mobiles aux maisons en passant par les infrastructures d'eau ou d'électricité, permettant une croissance inclusive en dépit d'importantes inégalités de richesse. Quand la minute de communication téléphonique en France était à 50 centimes, l'Inde inventait la minute de téléphone à une roupie (60 roupies = un euro), notamment grâce au prépayé. On les appelle innovations *jugaad* (bricolage ingénieux), frugales, ou encore « de rupture ». Le fait est que pour réussir en Inde, il fallait que Saint Gobain apprenne à livrer les détaillants dans

les bazars ou que l'Oréal apprenne à vendre ses shampoings en petits sachets à 5 roupies (10 centimes d'euro).

En conclusion, comme disent les Indiens, HOTA HAI, une sorte de « C'est la vie » des Français. Prenons l'Inde telle qu'elle est pour y réussir. D'autant que la taille et la dynamique de ce marché continental sont devenues des enjeux incontournables si la France veut rester dans la course des grandes puissances économiques du monde. Cessons de nous lamenter sur nos handicaps, sur les défauts de l'Inde où l'on aime dire du reste qu'il vaut mieux un diamant avec des défauts qu'une pierre qui n'en a pas !

JEAN-LUC RACINE

La politique étrangère indienne : intérêt national et système mondial

Selon la théorie du verre « à moitié vide ou à moitié plein » on pourrait relativiser beaucoup de choses qui ont été dites. Il ne s'agit évidemment pas de verser dans le misérabilisme. Une relation bilatérale va évidemment dans les deux sens, y compris dans l'esprit de la reverse innovation évoquée par Jean-Joseph Boillot.

Je repartirai de certains chiffres pour essayer d'éclairer les bases de la réflexion indienne en matière de politique étrangère, en partie modifiées par l'idéologie de l'actuel gouvernement qui, pour le reste, a repris, quoi qu'il en dise, une bonne part de l'héritage du précédent gouvernement congressiste de Manmohan Singh, au pouvoir de 2004 à 2014.

Patrick de Jacquilot a dit que le Premier ministre indien a deux visages. On pourrait dire que l'Inde présente de multiples visages.

L'ambiguïté de l'émergence.

En tant que processus, l'émergence a des hauts et des bas et doit s'appuyer tant sur l'héritage que sur les difficultés et les atouts du moment.

L'énorme transformation qui a commencé en Europe au XV^{ème} siècle, avec la Renaissance, puis qui fut marquée par les Lumières, la révolution industrielle,

l'expansion coloniale, est en train d'arriver à un terme qui n'est ni la disparition de la puissance américaine (même si aux États-Unis les livres sur le déclin de l'Amérique se sont multipliés bien avant que Donald Trump ne paraisse sur la scène), ni l'effacement des pays européens. Mais c'est bien la multiplication des acteurs, si inégaux soient-ils, qui marquent le monde d'aujourd'hui. Dans ce contexte, que penser de ce qui a parfois été appelé « le retour de l'Asie » ?

Avant de se demander si le XXI^{ème} siècle sera le siècle de l'Asie, il faut se souvenir que la première mondialisation fut mise en place par les Compagnies des Indes, qui furent britannique, française, danoise et hollandaise. Ce premier grand capitalisme international avec des capitaux privés et des garanties d'État s'est étendu parce que l'Inde et la Chine étaient riches. Les récits des voyageurs français au XVII^{ème} siècle montrent qu'on passe aisément du « siècle de Louis XIV » à celui des Grands Mogols. Ce retour historique nous fait comprendre qu'une des ambiguïtés des pays émergents tient à ce que certains de ces pays – la Chine et l'Inde au premier chef – sont en réalité ré-émergents.

Pour autant, aujourd'hui, l'Inde n'est pas dans la même catégorie que la Chine. Le taux de croissance indien dépasse le taux de croissance chinois mais la question a déjà été posée : cela va-t-il durer ? La Chine semble être entrée dans la voie d'une certaine stabilisation, ce qui est logique après trois décennies de croissance très forte.

Le double visage de l'Inde (Janus indien).

Un humain sur six est indien. L'Inde compte 18% de la population mondiale, et 53% de cette population a moins de 25 ans.

On peut mettre en avant les avancées de l'Inde, classée 3^{ème} en termes de produit national brut en parité de pouvoir d'achat (mais cette méthode ne joue plus quand l'Inde importe son pétrole qui ne se paie pas en parité de pouvoir d'achat). Pour autant, même quand on prend le PNB nominal en dollars, l'Inde qui en 2014 était 9^{ème} selon la Banque mondiale (elle a longtemps été 10^{ème} ou 9^{ème} au fil des dernières années) est 7^{ème} selon le FMI en 2015. C'est-à-dire qu'elle a successivement dépassé le Brésil et la Russie. Il y a donc bien émergence.

Mais d'autres chiffres sont à prendre en compte : le PNB par tête place l'Inde en 123^{ème} position. Son indice du développement humain, que publient les Nations Unies, la classait 130^{ème} en 2014.

C'est pourquoi l'Inde doit orienter sa politique étrangère pour essayer de résoudre les défis nationaux. La pauvreté reste l'un de ces défis. L'Inde représente 18 % de la population mondiale mais 2,1% du commerce mondial. Son agriculture est fragile, son industrialisation insuffisante. L'atout démographique que l'Inde met en avant deviendrait un grave handicap s'il n'était pas possible de créer assez d'emplois pour cette population jeune. Là est la clé du succès politique, mais aussi de l'avenir du pays.

Face à cette dualité atouts/handicaps, comment l'Inde définit-elle son regard sur le monde ?

Narendra Modi est un homme de slogans, qui aime en outre donner à ses programmes d'actions des acronymes en anglais ayant aussi un sens en sanscrit. Le message au monde aujourd'hui privilégié est une invitation : « *Make in India* » (Venez fabriquer en Inde).

Narendra Modi est beaucoup plus actif en politique étrangère qu'il n'était attendu, même si les observateurs avaient bien noté que lorsqu'il était à la tête de son État du Gujarat il avait visité le Japon et la Chine à plusieurs reprises.

Derrière les slogans, quelle continuité diplomatique ? Comme toujours avec Modi, il faut distinguer discours et réalité. Son prédécesseur, Manmohan Singh, et la classe des diplomates dans son ensemble, face aux media qui s'interrogeaient sur « L'Inde, future puissance globale ? », répondaient que « L'Inde doit trouver sa juste place dans le comité des nations », façon de dire qu'elle doit hausser son statut dans les instances multilatérales, mais formulée avec retenue/ Aujourd'hui le rêve de puissance s'affirme plus nettement, jusqu'à vouloir imaginer une Inde « gourou du monde ».

Dans les discours intérieurs comme dans les propos tenus à l'étranger, le Premier ministre idéologue met en avant les accomplissements de l'Inde au fil de l'histoire, en privilégiant l'époque où furent posés les fondements de la société indienne, c'est-à-dire avant l'arrivée des musulmans. Deux idées de l'Inde s'affrontent : celle d'une nation multiculturelle, selon le paradigme qui prévalait après l'indépendance, et celle d'une nation née aux commencements de l'histoire, celle de l'État des hindous dans lequel les minorités sont appelées à reconnaître le statut privilégié des racines culturelles profondes du pays.

Lors de ses visites dans les pays étrangers où vivent de fortes diasporas, le Premier ministre aime cultiver la fibre patriotique et identitaire, même chez ceux qui ont acquis une autre nationalité. À New York, lors d'une de ses

récentes visites en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, *Madison Square Garden* avait été loué pour accueillir la diaspora indienne ! Quand il était venu à Paris, la claque avait été convoquée dans le grand auditorium de l'Unesco. Succès garanti, comme le fut l'initiative réussie d'établir une Journée universelle du yoga, entérinée par les Nations Unies et l'Unesco. Cette journée est célébrée désormais le 21 juin, jour du solstice d'été, le salut au soleil étant un des marqueurs du yoga... mais aussi date anniversaire de la mort de K.B. Hedgevar, le fondateur du R.S.S., la matrice très influente du mouvement nationaliste hindou : tout est codé.

Modi sera demain à Washington où il parlera devant le Congrès, rare honneur pour un chef de gouvernement étranger. Il y sera applaudi, mais certains n'en penseront pas moins, tel Robert Corker, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat qui jugeant des relations avec l'Inde au crible des intérêts américains a eu cette formule : "*Hopeful rhetoric has far exceeded actual tangible achievements*" (La rhétorique excède de loin les résultats).

La politique étrangère indienne est d'abord une diplomatie tous azimuts.

Cette ligne diplomatique n'est pas le fait de Narendra Modi. Elle fut mise en place après la fin de la Guerre froide, quand l'Inde perdit *de facto*, avec l'U.R.S.S., un de ses partenaires essentiels (l'Inde était en effet moins « non-alignée » d'un côté que de l'autre). L'une des questions qui s'était posée à la fin de la Guerre froide, qui coïncidait avec le lancement de la nouvelle politique de réformes économiques lancée par Manmohan Singh (ministre des Finances en 1991), était la position à tenir vis-à-vis des États-Unis.

Quand l'Inde réforme son économie, elle procède à petits pas, prudemment, lentement. « C'est nous qui décidons du rythme de nos réformes », s'entendaient répondre les experts de la Banque mondiale qui recommandaient aux Indiens d'accélérer les réformes par des interlocuteurs dont beaucoup étaient eux-mêmes passés par le FMI et la Banque mondiale.

On peut se demander si cette diplomatie tous azimuts n'est pas une redéfinition de l'héritage du non-alignement dans un contexte qui n'est plus celui d'un monde régi par l'antagonisme de deux blocs majeurs. Ce n'est pas un hasard si des experts indiens ont publié un rapport (objet de controverses dans cette société du débat qu'est l'Inde) intitulé « *Non alignement 2.0* ». D'autres prétendent que face à la montée en puissance de la Chine, l'avenir de l'Inde ne

se conçoit que dans un rapprochement accentué avec les États-Unis, même si une alliance militaire n'est pas à l'ordre du jour.

La question américaine est absolument décisive. On est face à un paradoxe. L'Inde, démocratie parlementaire qui n'a jamais connu le moindre coup d'État, a des élites anglophones et une société multiculturelle, toutes choses qui auraient dû permettre dès 1947 un rapprochement rapide entre l'Inde nouvelle et les États-Unis... mais ceux-ci n'avaient pas attendu G.W. Bush pour affirmer « Qui n'est pas avec nous est contre nous », démontrant une incompréhension fondamentale vis-à-vis de la politique de non-alignement de Nehru. Cela avait commencé au début des années 1950 avec la guerre de Corée. Non que les États-Unis n'aient pas porté attention à l'Inde, loin de là, d'autant plus que l'U.R.S.S. s'y intéressait. La « révolution verte » qui a donné une forte impulsion à l'agriculture indienne a du reste été impulsée par la coopération américaine dans les années soixante.

Cette diplomatie tous azimuts, avant Modi et sous Modi, est définie à la fois par choix politique, et en fonction des intérêts économiques essentiels du pays, dont la sécurité énergétique. Comme la Chine, l'Inde ne produit pas assez d'énergie et doit importer les deux tiers de son pétrole. Les deux tiers de ses importations proviennent du Moyen-Orient où la diaspora indienne compte 6 à 7 millions de résidents.

Un signe de l'évolution diplomatique mérite d'être noté : l'Inde, qui fut longtemps réceptrice de l'aide au développement, est devenue depuis les années 2000 une pourvoyeuse d'aide. Le champ d'action, encore modeste, privilégie surtout les pays voisins, dont l'Afghanistan.

Comment l'Inde divise-t-elle le monde ?

Le premier cercle est celui du « voisinage immédiat ». Il comprend les pays membres de l'Association régionale pour la coopération en Asie du Sud (SAARC) : Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, les deux États himalayens (Népal, Bhoutan) et l'archipel des Maldives, auxquels s'est adjoint il y a quelques années l'Afghanistan. La SAARC est toutefois pénalisée par l'antagonisme indo-pakistanaï. Tant que le paradigme stratégique du Pakistan, défini par les militaires, restera ce qu'il est, subsistera le frein qui fait que l'Asie du Sud est sans doute la région du monde où il y a le moins d'échanges économiques entre

voisins, même en temps de paix. Les dirigeants indiens sont très conscients qu'une étape importante serait franchie si une certaine normalisation était possible. Mais la normalisation est délicate, pas seulement à cause du Pakistan mais aussi en raison des perceptions de certains « petits » voisins, dont une part de l'opinion voit l'Inde comme puissance hégémonique. Les relations avec le Népal sont ainsi délicates. Celles avec le Bangladesh ont connu un mieux avec le récent échange d'enclaves transfrontalières.

Le rapport à la Chine

La relation indo-américaine est centrale dans la relation Inde-Chine.

1947, indépendance de l'Inde. 1949, naissance de la Chine communiste. La fraternité qui régna un temps entre l'Inde et la Chine n'a pas duré très longtemps. La guerre très brève de 1962 ne fut pas une catastrophe militaire mais une humiliation durable pour l'Inde. Ensuite vint Deng Xiaoping et cet oxymore qu'est le « socialisme de marché » qui a poussé la Chine vers une croissance à deux chiffres. Il fut un temps où les deux pays étaient comparables. Aujourd'hui, la puissance économique chinoise, c'est quatre fois la puissance économique indienne et les réserves de change chinoises sont supérieures au P.N.B. indien. Les deux pays ne jouent donc plus dans la même catégorie, mais cette inégalité accrue prive pas l'Inde de réelles marges de manœuvre.

De même qu'un grand changement s'observe dans les relations avec les pays de l'ASEAN (qui, ont négligé l'Inde jusqu'aux années 1990), la politique chinoise vis-à-vis de l'Inde a notablement évolué. Le ballet diplomatico-politique entre les Indiens et les Chinois est absolument fascinant. Ils ont un contentieux frontalier dont discutent chaque année des délégations dont les conclusions ne sont pas rendues publiques. Les chefs d'État et de gouvernement se voient constamment, dans le circuit international mais aussi en bilatéral. Quand le Président Xi Jinping vient en Inde son voyage commence au Gujarat, l'État de Narendra Modi, l'occasion d'une séance photo : M et Mme Xi sur une balancelle, près de Modi, à Ahmedabad Quand Modi va en Chine, il se fait prendre en photo à Xi'an (région d'origine du Président Xi) au milieu des soldats de terre cuite de ce site archéologique extraordinaire. Les relations de fond, souvent délicates, s'accompagnent ainsi d'un subtil jeu de signaux positifs ou négatifs. Lors d'une interview au *Wall Street Journal*, Modi affirme « Nous n'avons pas de problèmes avec les Chinois qui d'ailleurs investissent en Inde ». Il

est vrai que la Chine est devenue, après l'Union européenne, le premier partenaire commercial de l'Inde, loin devant les États-Unis.

La géométrie des relations sino-indiennes s'inscrit ainsi dans un triangle coopération / compétition / confrontation. On s'arme pour le cas où il y aurait une confrontation mais on fait tout pour l'éviter. Cela définit largement, par contrecoup, les relations avec le voisin pakistanais. Évidemment le Pakistan « ne joue pas dans la même cour » que l'Inde mais l'immense avantage du nucléaire militaire est qu'il lui offre la dissuasion du faible au fort. Et à chaque fois que l'Inde hausse ses capacités de défense en pensant à la Chine, les Pakistanais protestent, arguant que l'équilibre bilatéral est compromis. Les Indiens ont testé plusieurs fois leurs missiles de longue portée (5 000 kms) qui permettent de couvrir toute la Chine, Pékin et Shanghai incluses.

C'est dans ce cadre que fonctionnent le triangle Inde-Chine-Pakistan et la relation indo-américaine. On est là véritablement au cœur de la politique étrangère indienne qui, comme toujours en Inde, suscite des débats. Certains observateurs pakistanais soupçonnent une alliance indo-américaine. Des *think tanks* indiens commencent à s'interroger sur ce sujet. Pour le moment la règle qui prévaut est qu'on peut approfondir le partenariat mais qu'un partenariat n'est pas une alliance. Les bonnes relations entre l'Inde et le Japon se sont intensifiées sous Narendra Modi, qui connaît bien Shinzo Abe, comme lui fervent nationaliste et libéral en économie. Le rêve de Shinzo Abe d'une alliance des démocraties asiatiques (Japon, Taïwan, Australie et Inde), elles-mêmes alliées aux États-Unis s'est heurté au refus de l'Inde d'intégrer une telle alliance. Mais ce principe affiché d'autonomie stratégique n'interdit nullement de renforcer les partenariats, y compris dans le domaine de la défense. Lors d'une grande réunion géopolitique organisée en Inde récemment, le chef de la 7ème flotte américaine (Océan Pacifique et Océan Indien depuis l'est jusqu'à Bombay), a littéralement courtoisé l'Inde. Deux jours après, le ministre de la Défense indien publiait un communiqué annonçant que les Indiens allaient intensifier leurs exercices maritimes avec les États-Unis, y compris dans l'Océan Pacifique, mais qu'ils ne conduiraient pas de patrouilles conjointes en Mer de Chine du Sud. Un protocole d'accord sur la coopération militaire logistique est poussé en avant de façon pressante par le Pentagone.

On ne peut plus parler simplement de l'Asie-Pacifique. Il faut maintenant prendre en compte le concept d'Indo-Pacifique lancé par les Australiens. Des Australiens qui se rapprochent de l'Inde après avoir tourné la page de l'opposition aux essais nucléaires indiens, et qui vont désormais fournir de

l'uranium pour le nucléaire civil indien. Dans le concept Indo-Pacifique il y a, comme ailleurs, le texte et le *subtext*. Au-delà des échanges maritimes transocéaniques et de la légitime question de la liberté de circulation qu'aiguise l'activisme chinois en Mer de Chine du Sud, se pose aussi la question du positionnement des Japonais, des Taiwanais, des Singapouriens, des Australiens, des Indiens, des Vietnamiens face à la montée en puissance de la Chine et par rapport à la volonté affichée par l'administration Obama du « pivot vers l'Asie ». Cette formule a suscité des déluges de commentaires. En fait il s'agissait de mettre un nom nouveau sur une transition déjà engagée, et relativement modeste sur le plan stratégique, et Washington entendait aussi rassurer ses alliés traditionnels dans la région.

Je laisserai de côté faute de temps l'activisme de l'Inde vis-à-vis de l'Asie du Sud-Est, sa présence au Moyen-Orient, réaffirmée par Narendra Modi qui a rendu visite aux Émirats Arabes Unis en août 2015, à l'Arabie Saoudite en avril 2016, et qui vient de faire étape au Qatar en venant de Kaboul où il inaugurerait un barrage financé par son pays. Les liens très forts entre l'Inde et l'Afghanistan agacent prodigieusement les Pakistanais, et offrent aussi des opportunités aux Iraniens, *a fortiori* depuis l'accord sur le nucléaire de juillet 2015. Comme Islamabad (en fait, les militaires) interdit aux transporteurs indiens de traverser le Pakistan pour rejoindre l'Afghanistan, Indiens et Iraniens vont développer le port iranien de Chabahar à la sortie du Golfe persique pour ouvrir un nouvel axe qui va remonter vers l'Afghanistan et vers l'Asie centrale (qui détient les ressources énergétiques dont l'Inde a aussi besoin). Une réplique au port pakistanais tout proche, Gwadar, développé par les Chinois...

Que nous apprend l'Inde sur l'état du monde ?

Pour l'Inde comme pour bien d'autres pays, il s'agit de trouver un équilibre entre la multipolarité, la multiplication des acteurs sur la scène mondiale (les États-Unis, qui restent de loin la première puissance, ne sont plus l'hyperpuissance qui, pendant un moment, a concentré l'essentiel des pouvoirs), et le multilatéralisme qui régule le système global. Ce multilatéralisme doit-il être défini par le seul système onusien ? Où d'autres initiatives sont-elles possibles ? C'est l'enjeu majeur de la redéfinition de l'ordre mondial aujourd'hui.

Comment l'Inde se positionne-t-elle sur cette question ? On l'a dit, l'Inde, le Japon, le Brésil et l'Allemagne se sont groupés pour demander une réforme du

Conseil de sécurité des Nations Unies de façon à élargir le cercle des membres permanents et non permanents. Les procédures prévues par les pères fondateurs pour élargir le Conseil ne rendent pas la chose facile. Mais la refonte d'un ordre dessiné aux lendemains de la seconde guerre mondiale n'en est pas moins légitime.

New Delhi veut aussi accroître les parts des pays émergents au sein du F.M.I. Il fut un temps où les Pays-Bas pesaient plus lourd que l'Inde. Les réformes engagées, qui pénalisent quelque peu les pays européens hyper-représentés, restent modestes, et tous les pays émergents veulent aller plus loin.

L'Inde est aussi concernée par l'O.M.C. À côté de cet organisme mondial se multiplient des accords régionaux dont l'un des plus importants aujourd'hui est le traité trans-Pacifique (T.P.P. - *Trans-Pacific Partnership*) signé en février 2016 mais qui compte encore peu de membres asiatiques (le Japon, Brunei, la Malaisie, Singapour). L'Inde pourrait être intéressée par ce type de traité. Elle a rejoint par ailleurs l'initiative R.C.E.P. (*Regional Comprehensive Economic Partnership*) un autre projet mis en avant par l'ASEAN qui concernerait la Chine, le Japon et la plupart des pays asiatiques. Mais dans les deux cas l'Inde fait face à un dilemme : consentira-t-elle des concessions qui pourraient avoir des conséquences intérieures délicates et politiquement sensibles dans un pays au calendrier électoral toujours chargé, entre élections générales et élections dans les 29 États qui le constituent ? Risquera-t-elle à l'inverse de se trouver marginalisée par les pays qui, allant plus loin dans la libéralisation, feront davantage de commerce entre eux qu'avec ceux qui ne seront pas membres de ces nouvelles organisations régionales de libre-échange ? C'est une question cruciale, car la géopolitique doit plus que jamais prendre en compte la géo-économie. Pas seulement parce que c'est ainsi que le monde fonctionne mais aussi parce que l'Inde a besoin de sécuriser ses approvisionnements extérieurs, de s'industrialiser davantage, et de créer des emplois.

Cette dialectique entre intérêt national, multipolarité et multilatéralisme suscite inévitablement des dilemmes, voire des tensions. J'en retiendrai deux, de types opposés mais significatifs.

L'O.M.C. est l'une des rares instances internationales qui puisse faire, en son sein, office de tribunal (un pays peut, devant cette instance, mettre en cause un autre État membre dont il conteste la politique commerciale). Aussi indécent que cela puisse paraître, les États-Unis ont ainsi jugé que l'Inde subventionnait trop ses programmes de sécurité alimentaire qui consistaient à mettre sur le marché des produits de première nécessité à des prix inférieurs à ceux du

marché libre pour les classes défavorisées (l'Inde avait franchi de fait le seuil défini par l'O.M.C.). L'Inde a alors menacé de bloquer le cycle de Doha, et a ainsi amené les Américains à composer.

À l'inverse, Modi, venu à Paris pour la COP 21, avec un concept très culturel et très sanscritisé de la lutte contre le réchauffement climatique (l'harmonie avec la nature étant présentée comme l'un des fondements de la philosophie holiste de l'hindouisme), a lancé rien moins qu'une « alliance solaire » à vocation universelle. Plus prosaïques, les Américains considèrent que les Indiens subventionnent un peu trop leur industrie de panneaux solaires. L'affaire est en cours de discussion.

Ce qui se joue dans tout cela, sur le plan géopolitique comme sur le plan géoéconomique, c'est la marge de manœuvre dont dispose l'Inde. Un grand quotidien indien publiait récemment un article accusant l'Inde de « jouer trop personnel ». L'Inde a des limites à sa puissance, à son influence, face à une Chine qui peut mettre des milliards sur la table. Peut-être l'Inde devrait-elle jouer davantage en partenariat. Certains Indiens critiquent de même la façon dont l'Inde ne prend pas très au sérieux le G20, dont elle est membre. Ils rappellent que l'on ne peut pas négliger complètement les décisions du G20, qui sont motivées, et souhaitent que les hommes d'affaires indiens y soient un peu plus présents.

Dans la sphère géopolitique et notamment en matière de politique de sécurité, l'Inde essaie de faire accepter une définition universelle du terrorisme. Les Émiratis ont repris la formulation indienne dans la déclaration bilatérale de la fin 2015. Vu de New Delhi sont terroristes les États qui hébergent délibérément des terroristes. C'est évidemment le voisin pakistanais qui est visé. Cela pose problème car la Chine, dans les commissions des Nations-Unies, bloque toute tentative visant le leader pakistanais du Jaish-e-Mohammed, une des organisations djihadistes anti-indiennes les plus actives, toujours protégée par le pouvoir. Dans cette circonstance, l'alliance de facto entre Pékin et Islamabad joue à plein.

En ce qui concerne la sphère idéologique, on a déjà parlé de l'usage de la diaspora. Il faut essayer de comprendre cette recherche d'un équilibre (« *fine balance* ») entre le nationalisme affiché et le pragmatisme de la realpolitik.

L'Inde illustre assez bien la réalité de ce qu'est la diplomatie d'aujourd'hui. À rares exceptions près, dont la Syrie de Bachar El-Assad, la règle est que tout le monde parle à tout le monde, même si l'on a de sérieux différends, ou de multiples contentieux.

En ce sens, observer l'Inde aide à réfléchir sur l'ordre et le désordre mondial, sur la question démocratie/stabilité, sur la question de la discrimination positive (l'Inde est le pays qui pratique le plus cette politique des quotas au bénéfice espéré des groupes défavorisés), sur la manière dont fonctionne une société multiculturelle et multilinguistique, sur l'ajustement du non-alignement à la réalité du monde multipolaire, sur la nécessité de rédéfinir par la négociation et le compromis les règles d'un nouvel ordre mondial et, bien sûr, sur le rééquilibrage entre Asie et Occident, qui semble clore, ou au moins reconfigurer, le grand cycle ouvert au XVème siècle par le dynamisme conquérant de l'Europe.

Pour l'Inde comme pour la plupart des autres pays, émergents ou pas, le Grand Jeu d'aujourd'hui ne se déploie pas sur un échiquier où il faut faire échec et mat, mais plutôt sur un tablier de Go, où les pions sont beaucoup plus nombreux, et où il s'agit d'encercler l'adversaire pour le faire plier. C'est une autre forme de relations internationales, qui n'est plus celle de la Guerre froide.

L'Inde nous permet ainsi de réfléchir non seulement sur nous-mêmes mais aussi sur les évolutions du monde qui est le nôtre.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Racine, pour cet exposé passionnant, exhaustif.

Vous nous avez aidés à réfléchir et en particulier vous avez mentionné que l'Inde comme la Chine étaient très riches aux XVème et XVIème siècles. C'est vrai qu'en proportion de leur population leur poids économique était à peu près équivalent, c'est-à-dire 16 % - 17 % du PIB mondial. L'Inde est tombée à 2 % à la fin de la colonisation britannique, ce qu'on oublie en général mais qui est éclairant. Cela explique le sentiment de revanche à prendre sur l'histoire et un dynamisme qui nous paraît parfois quelque peu agressif mais qui est aussi quelque chose de naturel.

Je me tourne vers Philippe Humbert qui, après avoir représenté Alcatel et Safran en Inde, est désormais conseiller d'un grand groupe français en matière d'énergie solaire.

PHILIPPE HUMBERT

Une dynamique servie par la stratégie économique et la diplomatie

Quelle est la dynamique politique actuellement en Inde ?

Après quarante-cinq ans de monopartisme (Parti du Congrès gouvernant seul), l'Inde a connu une vingtaine d'années de bipartisme, le Congrès et le B.J.P. en alternance au pouvoir.

Une nouvelle période monopartiste dominée par le B.J.P. s'ouvre-t-elle ?

Le mode de scrutin à l'anglaise, uninominal majoritaire à un tour, favorise le monopartisme en donnant une prime au parti qui domine. C'est une des clés du succès électoral du B.J.P. comme cela l'avait été pour le Congrès.

La promesse électorale du B.J.P. en 2014 tenait en deux mots : développement économique et gouvernance (lutte anti-corruption et capacité de prendre des décisions).

Sur le plan du développement économique, il obtient de bons résultats. Toutefois l'Inde pourrait – devrait – faire plus que 7,5 % de croissance.

En matière de gouvernance, la grande corruption a été combattue. En tout cas, on en parle moins par rapport aux scandales qui avaient terni le dernier mandat du Congrès.

Le B.J.P. rencontre toutefois des obstacles : s'il contrôle la Chambre basse, il n'a pas la majorité au Sénat car il n'a pas gagné suffisamment d'élections d'États pour modifier le rapport des forces. C'est un frein pour la mise en œuvre de réformes, en particulier la réforme sur l'acquisition des terres et surtout la *Good & Service Tax* (GST), sorte de TVA. En effet l'Inde n'est pas encore un marché unique en matière de taxes indirectes.

Une forte dynamique est enclenchée, servie par le mode de scrutin et par un politicien extrêmement habile. Le Congrès est très affaibli. Les partis régionaux ne sont pas aptes à former des coalitions à l'échelle nationale. Va-t-on pour autant vers une période longue de domination du B.J.P. ?

Quelle est la stratégie économique de Narendra Modi ?

Pendant sa campagne, Narendra Modi s'était engagé à mettre en œuvre une stratégie économique de production et non plus de redistribution. Il promettait en particulier à l'électeur indien les biens réels essentiels : l'eau, l'électricité et les routes. Pour ce faire, il a mis en place des moyens budgétaires importants. Dans un premier temps, il avait essayé de raboter des grands programmes de redistribution en faveur des couches pauvres, mais il vient de les réactiver car fournir les biens n'a pas un rendement politique immédiat dans la population.

Il faut prendre au sérieux la stratégie indienne en matière d'énergie renouvelable. En février 2015, à Delhi, Narendra Modi a lancé un programme d'énergies renouvelables (solaire, éolienne, géothermique etc.) de 175 gigawatts d'ici 2022 (1 gigawatt = une centrale nucléaire). Il a aussi annoncé la formation d'un consortium international des pays solaires, devenu « Alliance Solaire Internationale » qui regroupe 121 pays. Ce projet a été officialisé à Paris, lors de la COP 21, le 30 novembre 2015, par François Hollande, le Premier ministre indien et le Secrétaire général des Nations Unies, puis confirmé à l'ONU à New York, le 22 avril 2016 au moment de l'ouverture du registre des signatures de l'Accord de Paris. Ces programmes connaissent un bon départ. Le programme indien d'énergies renouvelables avance à une allure accélérée, faisant de l'Inde un des premiers marchés d'énergies renouvelables au monde. Fin 2014, 4 gigawatts de capacité solaire étaient installés. En 2017 il y en aura 20. L'objectif est d'arriver à 100 en 2022. Cette dynamique remarquable repose sur une très bonne méthodologie et une mobilisation des investisseurs indiens et mondiaux. Les résultats sont là. Quand on fera le bilan de l'action économique de Narendra Modi, il sera crédité du succès de sa politique énergétique, notamment dans les énergies renouvelables.

On pourrait évoquer les succès d'autres programmes, peut-être moins spectaculaires, tels que l'eau, les routes ou autres investissements d'infrastructures.

J'ajoute que le sujet de discorde sur le solaire avec les États-Unis ne porte pas sur le subventionnement mais sur le contenu local. Les États-Unis ont attaqué l'Inde, lui contestant le droit d'imposer des fournitures locales aussi importantes pour réaliser les programmes d'énergies renouvelables. Mais je crois que les choses sont en train de s'arranger à l'amiable d'une manière bilatérale.

La stratégie économique de l'Inde aujourd'hui est donc une stratégie de production, de fourniture de biens, l'idée étant que, répondant mieux aux

besoins de la population, cela fidélisera l'électorat indien sans tuer les grands programmes de redistribution : on voit même dans le budget de 2016-2017 que les dotations budgétaires pour les grands programmes de redistribution du Parti du Congrès sont plutôt dopées. Effectivement, les échecs électoraux au Bihar et à Delhi ont montré que la « percolation » entre la croissance économique et les couches les plus basses de la population prend du temps. Il faut donc continuer à alimenter la machine de redistribution.

Quelle action diplomatique ?

La clé de l'action diplomatique de Narendra Modi est un pragmatisme total au nom de la diplomatie économique. Il demande aux pays développés des transferts de technologies et des investissements directs. Là se résume son discours. Il a commencé par le Japon. Ensuite il est allé en Australie puis en Corée et en Europe. Il s'est rendu plusieurs fois en Chine et aux États-Unis.

La clé de cette diplomatie, oubliant le non-alignement, est donc l'utilisation du levier politique pour attirer les activités et accélérer la croissance de l'économie indienne.

L'Inde s'est placée intelligemment à l'intersection de plusieurs grands problèmes multilatéraux :

1. Le nucléaire civil, avec l'accord avec les États-Unis et la communauté nucléaire civile il y a quelques années. L'un des sujets qui sera traité lors de son voyage aux États-Unis concerne les exportations de Westinghouse pour les centrales nucléaires indiennes.

2. Le terrorisme. L'Inde s'est investie dans la lutte contre le terrorisme, pas uniquement à cause du Pakistan, mais en raison des risques d'infiltrations terroristes venant du Moyen-Orient sur son territoire (sa population comporte 180 millions de musulmans).

3. Le climat. D'une manière assez habile, l'Inde a réalisé une performance étonnante à la COP 21 en arrivant avec un programme massif d'énergies renouvelables et en prenant la tête de cette alliance des pays solaires, en dépit de la nature encore floue de ce mouvement. Elle a donc abordé la COP 21 d'une manière extrêmement positive et non en position d'accusée ou de destructeur d'accord comme cela avait été le cas à Copenhague. Sa contribution a été parfaitement accueillie, faisant oublier le fait que l'Inde, contrairement à la Chine et à d'autres pays, ne s'est pas engagée sur un pic d'émissions.

Merci pour cet exposé très intéressant qui nous invite à nuancer encore plus les jugements que nous pourrions être amenés à porter trop vite sur l'Inde. Il faut rester fidèle à la bonne traduction de « *Fine balance* » (équilibre subtil).

Je vais introduire un propos qui paraîtra peut-être dérangeant.

L'hindouisme, pratiqué par un milliard d'hommes à la surface de la terre, est la troisième religion après le christianisme et l'islam. Il a une histoire millénaire (les Védas⁴, les upaniṣad⁵).

Qu'est-ce que l'*hindutva* (l'hindouité) ? Dans quelle mesure déclenche-t-elle une intolérance insupportable ?

J'écoute ce que dit Narendra Modi quand il se déplace à travers le monde. Dans les pays musulmans, il a un propos extrêmement « arrondi » et met l'accent sur les valeurs partagées par l'islam et l'hindouisme : ouverture, tolérance, miséricorde... On peut penser que ce langage est très diplomatique. Il n'en reste pas moins vrai que les musulmans sont près de 200 millions en Inde (3^{ème} pays musulman de la planète).

Une normalisation de leurs relations serait la condition du développement de l'Inde et du Pakistan. Nous avons organisé en 2009 un colloque intitulé « Où va le Pakistan ? »⁶. Il est clair que le Pakistan est bloqué dans une redoutable impasse, avec l'Afghanistan qu'il considère comme sa « profondeur stratégique ».

⁴ Les quatre Védas, les textes les plus anciens qui nous soient parvenus en langues indo-européennes, qui constituent les textes fondateurs de l'hindouisme ont été composés à l'âge de fer, entre 1500 et 600 av. JC. Ils sont considérés par les hindous comme faisant partie de la Śruti (connaissance révélée).

⁵ Ensemble de textes philosophiques qui forment la base théorique de la religion hindoue, les dix upaniṣad majeures ont été composées entre 800 et 500 av. JC.

⁶ « Où va le Pakistan ? » Colloque organisé par la Fondation Res Publica le lundi 22 juin 2009 avec Mariam Abou Zahab, chercheur au CERI et chargée de cours à l'INALCO ; Amélie Blom, chercheur associé au département de sciences sociales de la *Lahore University of Management Sciences* ; Loïc Hennekinne, Ambassadeur de France ; Jean-Luc Racine, directeur de recherche au CNRS, chercheur au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud à l'EHESS ; Max Zins, chargé de recherches au CNRS et au CERI et Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica.

Je me suis rendu au Pakistan, en Afghanistan, en Inde. À ma question sur sa conception du partenariat stratégique entre la France et l'Inde, la réponse du Vice-président de l'Inde fut d'une clarté lumineuse : le seul problème qui comptait vraiment était la Chine. Je ne veux pas décrire davantage l'arrière-plan des relations entre l'Inde et la Chine. Là encore, ce qui apparaît est à mon sens très différent de la réalité.

Quelle est la politique de la France vis-à-vis de l'Inde ? Avons-nous, nous aussi, notre « pivot » vers l'Asie, notre « pivot » vers l'Inde ?

L'Inde s'intéresse à nos industries de pointe. C'est l'aéronautique militaire, ce pourrait être le nucléaire. Nous nous étions prévalus d'un contrat qui serait signé avec l'Inde pour la fourniture de six E.P.R. Je ne crois pas que ce contrat ait jamais vu le jour. Il en va de même pour les Rafale que nous devons leur vendre. Nos entreprises sont-elles bien conscientes de l'enjeu formidable que l'Inde représente ? Pour m'être rendu en Inde il y a très longtemps comme ministre de la Défense, j'avais pu observer que nos responsables militaires n'étaient à l'époque pas du tout intéressés par l'Inde. Ils étaient même plutôt enclins à prendre le parti du Pakistan. J'avais essayé de ramener les choses dans une direction plus équilibrée. En effet, je crois que le rôle de la France en Asie doit être un rôle pacifique, un rôle d'équilibre et que tout ce qu'on peut faire qui contribue à l'équilibre et à la paix est bon. Fondamentalement, notre objectif doit être de faire en sorte que les problèmes immenses qui se posent en Asie du Sud comme en Asie du Sud-Est et de l'Est puissent être résolus pacifiquement, ne serait-ce qu'en raison de la présence des arsenaux nucléaires, celui des États-Unis d'abord, celui de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, de la Corée du Nord. Pour qui connaît les choses de l'intérieur tout cela est extrêmement passionnel, même si ce sont des passions qui s'expriment selon des valeurs très différentes des nôtres. Comme l'a dit M. Boillot, c'est très subtil, très ambivalent mais derrière la douceur il faut savoir reconnaître la force et la détermination sans faille. Je l'ai observée chez plusieurs responsables et même, dans mon souvenir, chez Mme Gandhi que j'ai rencontrée en 1971 lors d'une réunion au Conseil de Paris alors qu'elle faisait la tournée des capitales européennes avant la guerre qui allait aboutir à la sécession du Bangladesh d'avec le Pakistan. C'était une Walkyrie ! Elle m'a reçu quand je suis allé en Inde. C'était une femme extrêmement séduisante et énergique à la fois. On pourrait en dire autant des Chinois, des Pakistanais et d'autres.

C'est un terrain sur lequel nous devons avancer avec beaucoup de doigté en sachant que vue de l'Inde, d'un point de vue industriel l'Europe c'est d'abord l'Allemagne. D'un point de vue civilisationnel, c'est d'abord la Grande-Bretagne où vivent environ 2 millions d'Indiens. Près de 350 000 Indiens vivent en France. Il me semble que nous devrions avoir une approche plus dynamique vis-à-vis de ce grand pays qui est aussi une grande civilisation dont nous avons certainement beaucoup à apprendre.

Débat final

JEAN-LUC RACINE

Sur la question de la politique française, à ma connaissance, deux Premiers ministres français avaient vraiment mesuré l'enjeu indien : Raymond Barre et Michel Rocard. Giscard, et surtout Mitterrand, avaient visité le pays (le second plusieurs fois). Mais le vrai tournant de la relation bilatérale fut le fait de Jacques Chirac quand il a maintenu en janvier 1998 sa visite en Inde alors que le gouvernement était tombé et que le Premier ministre expédiait les affaires courantes. D'autres chefs d'État et de gouvernement qui avaient prévu une visite en Inde y avaient renoncé en attendant la mise en place du nouveau gouvernement. Chirac l'avait maintenue et son message avait été bien compris : il ne venait pas voir M. Gujral, Premier ministre affaibli, c'est l'Inde qu'il venait voir. Surtout, quelques mois après, la France avait été le pays occidental qui avait le mieux compris la logique « gaullienne » des essais nucléaires indiens de mai 1998. Et très vite, dans les négociations entre les deux pays, y compris dans certaines déclarations bilatérales, figurait souvent une annexe discrète sur les possibilités de coopération dans le nucléaire civil.

Lorsque François Hollande a été invité pour la célébration de la République du 26 janvier, avec grand défilé (l'équivalent de notre 14 juillet), les media indiens ont noté que c'était la cinquième fois qu'un chef d'État français était invité, ce qui est unique. Des militaires français en manœuvres bilatérales en Inde ont été les premiers militaires étrangers à défiler. D'une façon générale, par-delà les alternances politiques dans les deux pays, chacun reconnaît que les relations politiques bilatérales sont globalement bonnes. Les relations de défense se font dans la confiance mais quand il s'agit de négocier vraiment des contrats d'armement, les choses se compliquent, comme le montrent les péripéties du Rafale.

En revanche, l'insuffisance des relations économiques est toujours mise en avant par les partenaires indiens. Cela invite à réfléchir à la politique française. Je suis très prudent sur les contrats d'armement. L'image de la France « gaullienne », c'est-à-dire gardant des marges de manœuvre par rapport aux États-Unis, est un atout : pour un pays qui peut rentrer en guerre avec son

voisin pakistanais, la question tirée de l'expérience des guerres précédentes est : « le pays X nous a vendu des avions de combat, va-t-il continuer à nous vendre les pièces détachées en temps de conflit ? ». C'est un atout pour les Rafale. Cela a été formulé en tant que tel par des analystes indiens, y compris par rapport à des compétiteurs européens, telle l'Allemagne, qui est partie prenante de l'Eurofighter, concurrent du Rafale. New Delhi redoutait des hésitations allemandes dans ce cas de figure, sans parler, pour les avions américains, du poids du Congrès pouvant imposer son point de vue au pouvoir présidentiel. Mais cet argument vaut-il toujours dans une France qui paraît plus proche que jamais de Washington sur bien des dossiers ? Sans doute. L'Inde n'en est pas moins un miroir qui permet de voir ce qui se passe chez nous.

PATRICK DE JACQUELOT

Je viens de passer sept ans en Inde où j'ai beaucoup fréquenté la communauté française des affaires. On peut dire que la quasi-totalité des entreprises du CAC 40 et des très grosses entreprises sont présentes en Inde, parfois de façon très importante. Capgemini a beaucoup plus de salariés en Inde qu'en France. Sodexo emploie plusieurs dizaines de milliers de personnes en Inde, L'Oréal s'y porte extrêmement bien. Alstom, présent en Inde depuis un siècle commence à signer de très gros contrats et a ouvert une très grosse usine de fabrication de locomotives. Michelin a ouvert en Inde une de ses usines les plus modernes et les plus importantes, inaugurée il y a trois ans. Les très grosses entreprises françaises sont présentes en Inde, à part un ou deux cas particuliers comme Carrefour qui en est reparti.

La situation est beaucoup plus compliquée pour les PME, même les grosses PME. En effet, la réalité de la vie quotidienne des affaires en Inde est le problème du « *Doing business* »⁷... Une entreprise étrangère qui arrive doit prévoir beaucoup de temps, des fonds importants et des équipes dédiées sur

⁷ Le projet *Doing Business* de la Banque mondiale mesure depuis 2014 la réglementation des affaires et son application effective dans 189 économies et dans certaines villes aux niveaux infranational et régional. Dans le classement 2016, l'Inde arrive au 130^{ème} rang sur 189 pays.

place pour tenir jusqu'à ce que cela devienne rentable. Ce n'est pas à la portée de la première PME venue.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. de Jacquelot. Vous avez eu raison d'insister sur le stock d'investissements français en Inde. Cela montre que notre capacité financière, qui reste importante, intéresse les Indiens. Je confirme qu'Alstom, qui est là-bas depuis très longtemps, y a une très grande usine relativement performante, ce qui a d'ailleurs entraîné une baisse du plan de charge de l'usine de Belfort.

JEAN-JOSEPH BOILLOT

On ne peut pas analyser l'Inde sans se poser la question de la relation Inde-France. Ce qui nous préoccupe est l'emploi en France. La question est, par exemple, la survie de Capgemini. En effet, si Capgemini est allé en Inde, ce n'est pas grâce à son principal actionnaire-fondateur qui s'y opposait, craignant une chute du cours de ses actions pour des raisons qui tiennent à l'image de marque de l'Inde, mais à son chef exécutif convaincu que l'implantation en Inde était une question de vie ou de mort, notamment pour gagner des contrats sur le premier marché informatique mondial, les Etats-Unis.

Indépendamment de la question économique, la question centrale est politique et géopolitique. Il s'agit de savoir si nous voulons occuper une place dans le jeu mondial des prochaines années. Une fenêtre d'opportunité s'ouvre avec la « multipolarité » (même si de grands géopolitistes français voient le monde comme « apolaire »). Ce qui nous relie à l'Inde, c'est la politique gaullienne et la question du siège au Conseil de sécurité des Nations Unies dont la France – contrairement à l'Allemagne – dispose. C'est un élément central pour l'Inde dont l'obsession est d'être assise à cette table.

Parle-t-on de la France dans les media indiens (en dehors des périodes d'inondations) ? Y a-t-il des débats à propos de la France ? L'existence politique de la France est une vraie question. Or notre liberté, qui dépend d'un monde multipolaire, exige que l'Inde soit dans la barque.

La question de Narendra Modi est centrale. Je déplore la récurrence des discours présentant plus ou moins explicitement Narendra Modi comme un fasciste. En réalité, Narendra Modi appartient à une autre tradition de l'Inde, celle de L'Arthashastra⁸. Selon ce traité, le devoir du souverain est de faire le bonheur de son peuple. C'est l'obsession de Modi. Qu'il ait été élu par des voix de l'extrême-droite hindoue est une chose mais ce qui m'intéresse, c'est notre avenir, notre capacité à nous ménager demain dans le monde des degrés de liberté, c'est donc la question de la « multipolarité ». Pour avoir une chance d'échapper au tandem Chine/Amérique qui se profile aujourd'hui et oblige la diplomatie française à s'aligner sur la diplomatie américaine, la seule voie de salut que nous ayons est de maintenir la possibilité d'avoir des alliances. Ce qui a été fait dans le solaire est à cet égard un coup remarquable de la diplomatie française : alors que nous étions totalement absents dans le solaire, nous avons réussi, à l'occasion de la COP 21, à engager l'Inde, très réservée au départ, comme un partenaire. Là, on a parlé de la France en Inde ! C'est ce qu'il faut absolument apprendre à traiter à propos de l'Inde.

FRANÇOIS-XAVIER BRETON

Il y a encore quelques mois je travaillais dans le service de la main d'œuvre étrangère. Je peux dire que les entreprises françaises du CAC 40 et les PME innovantes sont conscientes de l'intérêt qu'elles ont à faire venir d'Inde des « travailleurs détachés » (statut qui fait que leur salaire est plus proche d'un salaire indien que d'un salaire français). Il y a aussi des étudiants en informatique qui ensuite travaillent en France parce que le secteur de l'informatique a réussi à embaucher qui il voulait. Ces informaticiens ne vont pas forcément rester en France, ils vont se balader entre plusieurs pays pour le plus grand bénéfice de la technologie et de certaines entreprises françaises.

Quelle est la solidité des liens politiques entre l'Inde et la Russie après la fin de la Guerre froide ?

⁸ Ancien ouvrage de politique, d'économie et de stratégie militaire écrit en sanskrit (III^{ème} siècle avant JC).

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Je crois savoir, pour m'intéresser aux affaires russes, que ces relations sont restées relativement étroites, que la Russie reste un fournisseur d'armes très important pour l'armée indienne, même si les Américains font plus que pointer le bout de leur nez. Il y a une tradition qui vient du non-alignement et de la période antérieure. De même la solidarité qu'à l'époque Moscou avait montrée vis-à-vis de l'Inde au moment de la guerre de Kargil (1999) avec le Pakistan a marqué les esprits et, à mon sens, n'est pas près de s'effacer. Gardons-nous de voir les choses d'une manière trop binaire dans le domaine des relations internationales parce que l'Inde a une politique assez souple et pragmatique et elle garde certainement plusieurs cartes dans sa manche. J'ajoute que l'Inde – comme le Pakistan – fait maintenant partie de l'Organisation de coopération de Shanghai (O.C.S.).

STEPHANE WITKOWSKI

Dans le contexte géopolitique qui a été décrit, je n'ai pas entendu parler de l'IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud). S'agit-il d'un simple club de trois démocraties multiethniques, trois acteurs émergents qui symbolisent leurs continents respectifs ou bien s'agit-il de trois pays qui ont des convergences, des alliances pour transformer la gouvernance mondiale, en particulier au sein de l'ONU ou de l'O.M.C. ?

JEAN-LUC RACINE

Vous avez raison de souligner ce point. Le fait qu'il existe à côté des BRICS, qui se réunissent chaque année, un groupe triangulaire défini comme tel, c'est-à-dire trois démocraties du Sud sur trois continents, a évidemment une certaine valeur emblématique. Mais cela ne change pas la face du monde. S'il multiplie depuis des années les actions conjointes impulsées par un sommet annuel des chefs d'État et de gouvernement, ce triangle IBAS n'est pas parfaitement équilatéral. Les Brésiliens jouent la carte de la coopération avec les États lusophones d'Afrique ; les Indiens ont des relations plus bilatérales avec les États

africains anglophones ou francophones. Ceci étant, leur action est limitée sur le plan global, a fortiori avec un Brésil qui fait face aujourd'hui aux difficultés politiques et économiques que l'on sait.

D'autre part l'Afrique du Sud a un problème vis-à-vis de la réforme des Nations Unies : le groupe des quatre (Inde, Japon, Brésil et Allemagne) a toujours dit qu'il fallait élargir davantage le cercle des membres permanents du Conseil de sécurité, et qu'il y a la place, entre autres, pour un pays africain. Mais lequel ? L'Afrique du Sud, beaucoup plus liée à l'Inde et au Brésil dans le groupe IBAS et dans les BRICS ? Ou le Nigeria, plus peuplé, dont l'économie est en train de rebondir remarquablement ?

Au début du conflit syrien, Inde, Brésil et Afrique du Sud, qui étaient en même temps membres non permanents du Conseil de sécurité, avaient fait une démarche conjointe auprès de Damas pour essayer de convaincre Bachar El-Assad de trouver une solution politique à la crise. Cette initiative diplomatique n'a pas mené très loin. D'une façon plus générale, les IBAS rejoignent la Chine pour affirmer le principe sacré de respect des souverainetés nationales, et pour s'opposer aux interventions militaires non mandatées par l'ONU, *a fortiori* quand elles visent au changement de régime, comme ce fut le cas en Libye.

Il faudra voir si à l'avenir des intérêts convergents permettront de renforcer ce triangle Inde-Brésil-Afrique du Sud, qu'il ne faut certes pas négliger. Son potentiel dépendra beaucoup du sursaut – ou non – de Brasilia et de Prétoria. Mais l'IBAS ne devrait rester qu'une des géométries de la diplomatie indienne.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Si je puis introduire un élément un peu dissonant : si, aux BRICS on ôte la Chine et la Russie, il reste l'IBAS. Et si on peut casser les BRICS en deux morceaux, c'est d'excellente tactique maoïste.

JEAN-JOSEPH BOILLOT

Hélas l'IBAS a été lié à un moment très conjoncturel : le Brésil de Lula, l'Afrique du Sud de Mandela et le Parti du Congrès en Inde. Il y avait l'idée que les idéaux de ces trois hommes ou parti pouvaient à l'intérieur des BRICS, non

les casser – même si l'Occident le souhaitait – mais constituer un contrepoids à la Chine et à la Russie. Cela fait penser à ces statues indiennes aux multiples bras qui symbolisent la capacité à faire face à de multiples tâches à la fois, ou encore à disposer de plusieurs personnalités selon les circonstances. À un moment donné on a joué cette carte, mais elle est morte aujourd'hui en raison de la grande fragilité du Brésil et de l'Afrique du Sud. Vis-à-vis des BRICS, l'Inde joue pleinement cette carte et elle apparaît comme l'un des animateurs actifs même si la position de la Chine est dominante. Du reste, l'Inde a aussi rejoint l'Organisation de Shanghai. C'est aussi pourquoi elle a été avec la Chine – elle ne pouvait faire autrement – co-fondatrice de la fameuse banque des BRICS qui est quand même une institution importante, et qu'elle a rejoint dès le départ la Banque de Développement lancée par la Chine, l'AIIB. L'Inde sait qu'elle n'est pas assez puissante pour faire cavalier seul ou pour imposer ses vues, et elle « bricole » donc en permanence (c'est le *jugaad*), avec une constante, très proche de celle de la France : « Je veux exister, j'ai mes valeurs, j'ai mes préférences de structures ». Je crois que nous parlons le même langage. Maintenant il faut le faire vivre.

ARTHUR RIEDACKER

Vous avez évoqué la position singulière de l'Inde au niveau de l'O.M.C., notamment pour le subventionnement de l'agriculture. *A priori* cela aurait pu intéresser les pays africains... mais on n'a pas vu grand-chose.

Pouvez-vous nous dire plus de la relation entre l'Inde et l'Afrique, leurs perspectives, leurs intérêts ?

JEAN-JOSEPH BOILLOT

Dans le triangle Chine-Inde-Afrique, ce n'est pas parce que l'Inde fait moins parler d'elle qu'elle n'existe pas. Elle est le 3ème partenaire commercial de l'Afrique et elle y a depuis longtemps des lignées de commerçants et d'industriels présents sur place. Mittal serait ainsi une des plus grandes fortunes d'Afrique avec toutes ses mines, ses usines de transformation et ses investissements immobiliers. Le groupe Tata dispose d'une cinquantaine

d'implantations en Afrique dont certaines dirigées à partir de Londres et de Paris.

Les Indiens savent bien par exemple que c'est depuis Paris qu'il faut travailler avec l'Afrique francophone. Je soupçonne que lors du rachat d'Arcelor, ce n'étaient pas seulement les usines françaises qui intéressaient Mittal, mais largement aussi ses implantations en Afrique. Quand le Premier ministre chinois se déplace en Afrique, il le fait à grand bruit, accompagné d'importantes délégations mais il n'y a pas un pays africain où une entreprise indienne ne soit présente. En termes de puissance, l'Inde est certes dans un rapport de 1 à 4 avec la Chine mais ce qui nous intéresse, nous Français, c'est que l'Inde devient omniprésente en Afrique, souvent de façon complémentaire même si c'est parfois de façon concurrentielle. Le grand concurrent d'Orange est ainsi le grand groupe indien Airtel. Donc la présence indienne en Afrique est plus forte qu'on ne pense et elle ne pourra que se renforcer à l'avenir comme l'a montré le sommet Inde-Afrique de l'automne 2015. Je travaille personnellement avec trois groupes indiens sur leur stratégie Afrique. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont eu recours à un Français. Pour eux, l'Afrique en 2030 représentera un marché aussi important que le marché indien.

L'Europe, elle, s'intéresse de moins en moins à l'Inde, ce qui me soucie. Il n'y a pas aujourd'hui d'Europe-puissance, et si l'Allemagne est forte économiquement, elle n'est pas un partenaire crédible sur le plan géopolitique. La France, elle, est crédible géopolitiquement mais elle est très peu présente économiquement sur le marché indien et veut faire cavalier seul en Afrique. Or il faut comprendre que la relation Inde-Afrique-France fait sens. Une réunion va avoir lieu à Dakar entre la Chine, la France et l'Afrique. Ce n'est pas un bon message parce que le donneur d'ordre est la Chine : elle rachète les entreprises françaises, négocie en position de force avec Bolloré etc. Aucun pays africain n'est en mesure de se passer de la Chine, la puissance est là. Un contrepoids est nécessaire et l'Inde apparaît comme un possible contrepoids à condition que nous lui tendions des perches. Je vais me rendre prochainement en Centrafrique avec des équipes indiennes d'innovation parce que la situation économique y est très fragile. La France a une présence militaire indéniable. Mais sur le plan économique, elle ne fait pas grand-chose ou, plus exactement, elle ne sait pas bien comment faire dans un pays si pauvre et instable. Sur le plan du solaire, l'Inde a par contre mis au point des systèmes qui permettent à des villages d'être entièrement autonomes sur le plan énergétique, y compris de fournir de l'électricité à des petites entreprises. En Centrafrique, il faut fournir de l'emploi

à des jeunes. Cette coopération décentralisée entre la France, l'Inde et l'Afrique me paraît un bon exemple de ce qu'on peut faire.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Vous avez dit que pour sortir de la situation de marasme actuelle il fallait reconstruire intellectuellement une politique. Effectivement, ce triangle France-Afrique-Inde fait sens mais d'autres aussi feraient sens. C'est ce travail d'élaboration et de projection qui est insuffisamment fait. La politique c'est aussi l'imagination et la créativité.

Je remercie tous les intervenants pour leur intéressante contribution.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ? APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FACE À LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODELE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

L'UKRAINE

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?

Colloque du lundi 28 septembre 2015

QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?

Colloque du lundi 26 octobre 2015

LE MODELE FRANÇAIS D'INTEGRATION

Colloque du lundi 23 novembre 2015

**LA CHINE ET SES DEFIS :
VERS UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT**

Colloque du lundi 14 décembre 2015

L'EXTRATERRITORIALITE DU DROIT AMERICAIN

Colloque du lundi 1^{er} février 2016

ETATS-UNIS, HORIZON 2017

Colloque du lundi 18 avril 2016

INTEGRATION, LAICITE, CONTINUER LA FRANCE

Colloque du lundi 23 mai 2016

OÙ VA L'INDE ?

Colloque du lundi 6 juin 2016

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, directeur de la Fondation Res Publica : « **Où va l'Afrique ? Pour une approche réaliste** » (suite à la matinée d'échanges du 8 juin 2016 autour de **Sylvie Brunel** Professeur à l'université Paris-IV-Sorbonne, auteure de « *L'Afrique est-elle si bien partie ?* » (Sciences humaines ; 2014)
- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et **Pierre Hess**, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :


Parues récemment :

- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap: on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en septembre 2016